

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1990-1991**

12 JUILLET 1991

**Projet de loi organique du contrôle des
services de police et de renseigne-
ments**

AMENDEMENTS**SOMMAIRE**

Nos	Pages
3 Amendement proposé par M. Tant et consorts	2
4 Amendements proposés par M. Desmedt . . .	5

R. A 15316*Voir :***Documents du Sénat :****1258 (1990-1991) :**

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 2 : Rapport.

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1990-1991**

12 JULI 1991

**Ontwerp van wet tot regeling van het
toezicht op politie- en inlichtin-
gendiensten**

AMENDEMENTEN**INHOUD**

Nrs.	Bladz.
3 Amendement van de heer Tant c.s.	2
4 Amendementen van de heer Desmedt . . .	5

R. A 15316*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :****1258 (1990-1991) :**

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

3. — AMENDEMENT PROPOSE PAR M. TANT ET CONSORTS

Art. 60

Remplacer cet article par la disposition suivante:

« Chaque Comité permanent arrête le règlement d'ordre intérieur qui régit son fonctionnement interne. Le règlement d'ordre intérieur relatif au fonctionnement interne pour les réunions communes est fixé conjointement par les deux Comités permanents.

Les règlements d'ordre intérieur sont approuvés par la Chambre des Représentants et par le Sénat. »

Justification

1. La notion de « règlement d'ordre intérieur ».

La notion de « règlement d'ordre intérieur » est utilisée improprement dans l'ensemble du projet de loi.

En effet, un règlement d'ordre intérieur est un règlement portant sur les questions internes d'une affaire, d'une entreprise, d'un bureau, etc. (P. Cockx, *Taalwijzer, Davidsfonds*, Louvain, 1989), ou encore: « un règlement déterminant les méthodes et les règles de travail intérieur qui doivent être observées dans le fonctionnement d'une assemblée, d'un conseil, d'un organe complexe ou d'un ordre » (*Vocabulaire juridique*, P.U.F., 1987).

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, les 33 articles du règlement d'ordre intérieur de la Cour des Comptes portent-ils uniquement sur le fonctionnement interne de la Cour.

Le projet de loi repose sur une autre vision des choses et le Ministre met l'accent, à plusieurs reprises, sur le rôle essentiel des règlements d'ordre intérieur.

Dans le rapport fait au nom de la Commission de l'Intérieur, on peut lire, par exemple: « A la suite de différentes observations ponctuelles de membres, notamment en ce qui concerne la publication des rapports des Comités permanents, le Ministre attire l'attention sur le rôle prééminent imparti au règlement d'ordre intérieur dont les Comités permanents se doteront, règlements qui devront être approuvés par la Chambre des Représentants et par le Sénat » (page 12);

« Par ailleurs, le Comité ne pourra fonctionner que s'il arrête un règlement d'ordre intérieur » (page 42);

« Vu l'économie générale du projet, avec le rôle primordial attribué au règlement d'ordre intérieur du Comité permanent, le Ministre estime l'objectif ainsi atteint. » (page 43);

« Le Ministre de l'Intérieur a rappelé devant la Commission qu'un règlement d'ordre intérieur arrêté par le Comité et approuvé par les Chambres exécutera cette loi. » (page 62);

« Le président rappelle que l'examen du projet a permis de mettre en évidence l'importance primordiale des règlements d'ordre intérieur, dont le contenu sera extrêmement large. De plus, ceux-ci devront être approuvés par la Chambre des Représentants et le Sénat. » (page 71).

3. — AMENDEMENT VAN DE HEER TANT c.s.

Art. 60

Dit artikel te vervangen als volgt:

« Elk Vast Comité stelt het huishoudelijk reglement vast dat zijn interne werking regelt. Het huishoudelijk reglement met betrekking tot de interne werking voor de gezamenlijke vergaderingen wordt door de beide Vaste Comités gezamenlijk bepaald.

De huishoudelijke reglementen worden goedgekeurd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat. »

Verantwoording

1. Het begrip « huishoudelijk reglement »

Het begrip « huishoudelijk reglement » wordt doorheen het wetsontwerp in een oneigenlijke betekenis gebruikt.

Een huishoudelijk reglement is immers « een reglement dat betrekking heeft op de interne aangelegenheden van een zaak, bedrijf, kantoor, enz. » (P. Cockx, *Taalwijzer, Davidsfonds*, Leuven, 1989) of nog: « un règlement déterminant les méthodes et règles de travail intérieur qui doivent être observées dans le fonctionnement d'une assemblée, d'un conseil, d'un organe complexe ou d'un ordre » (*Vocabulaire juridique*, P.U.F., 1987).

Aldus regelen alle 33 artikelen van het huishoudelijk reglement van het Rekenhof louter de interne werking van het Hof, om maar één voorbeeld te noemen.

Het wetsontwerp houdt er een andere visie op na en verschillende malen wijst de Minister op de uiterst belangrijke rol die de huishoudelijke reglementen vervullen.

In het verslag namens de Commissie Binnenlandse Zaken, lezen we bijvoorbeeld: « Als gevolg van een aantal verschillende en uiteenlopende opmerkingen van de leden, o.m. over de bekendmaking van rapporten van de Vaste Comités, vestigt de Minister de aandacht op de uiterst belangrijke rol van huishoudelijke reglementen voor de Vaste Comités, die de goedkeuring van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat vereisen. » (blz. 12);

« Overigens kan het Comité niet functioneren indien het geen huishoudelijk reglement vaststelt. » (blz. 42);

« Gelet op de algemene structuur van het ontwerp m.i.v. de primordiale rol die is weggelegd voor het huishoudelijk reglement van het Vast Comité, is de Minister van mening dat de doelstelling werd bereikt. » (blz. 43);

« De Minister van Binnenlandse Zaken heeft er gisteren in de Commissie op gewezen dat een huishoudelijk reglement vastgesteld door het Comité en goedgekeurd door de Kamers, uitvoering zal geven aan deze wet. » (blz. 62);

« De voorzitter wijst erop dat bij het onderzoek van het ontwerp aan het licht is gekomen hoe belangrijk huishoudelijke reglementen met een zeer ruime inhoud wel zijn. Daarenboven moeten die nog goedgekeurd worden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat. » (blz. 71).

2. Le Parlement et le règlement d'ordre intérieur

Conformément à l'article 60 du projet, la Chambre et le Sénat approuvent le règlement d'ordre intérieur. Ces règlements sont arrêtés par les Comités permanents.

Cette procédure est analogue à celle de la ratification des conventions. Si une loi d'approbation est votée, la convention est intégrée au droit interne. Sinon, cela signifie qu'elle est désapprouvée.

Un membre demande ce qui se passerait si la Chambre ou le Sénat rejetait une partie du règlement d'ordre intérieur proposé par le Comité permanent. Le Ministre répond que « dans cette hypothèse, le règlement doit être considéré comme ayant été rejeté dans son intégralité, sauf décision contraire de la Chambre et du Sénat » (page 66).

Ces règlements sont donc à prendre ou à laisser dans leur intégralité.

3. La loi et le règlement d'ordre intérieur

Les questions étrangères au fonctionnement interne des Comités permanents sont soumises à des dispositions légales normatives.

Il ne peut en être question dans un règlement d'ordre intérieur. Elles doivent faire l'objet d'une loi.

Le rapport dit ceci : « S'il y a lieu de préciser certains points, le règlement d'ordre intérieur peut le faire. Le Ministre estime que le procédé préconisé constitue en fait une meilleure garantie que celle qui consistait à inscrire certaines règles dans la loi. » (page 66).

C'est une affirmation non seulement inexacte, mais aussi inconstitutionnelle, car, en recourant à la procédure dont il est question, on violerait les prérogatives du Parlement. Aux termes de l'article 26 de la Constitution, le pouvoir législatif continue de s'exercer collectivement par le Roi, la Chambre des Représentants et le Sénat.

En outre, comme l'article 25 de la Constitution définit le cadre dans lequel se développe notre organisation politique, le législateur ne peut créer de nouveaux organes dotés d'un pouvoir réglementaire. C'est pourtant ce qu'il ferait *de iure*, en créant les Comités permanents prévus dans le projet à l'examen.

4. Le problème de la constitutionnalité

L'article 67 de la Constitution dispose que le Roi fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Pourtant, selon le rapport « le Ministre de l'Intérieur a rappelé devant la Commission qu'un règlement d'ordre intérieur arrêté par le Comité et approuvé par les Chambres exécutera cette loi » (rapport, p. 62).

Le professeur Mast écrit, à cet égard, que lorsque le gouvernement omettra de fixer les modalités d'exécution d'une disposition légale, on considérera généralement qu'il commet une faute politique qui pourrait être sanctionnée politiquement, mais que l'illégalité qui comporte la possibilité de sanctions juridiques ne pourra être invoquée que si, en l'absence de ces modalités d'exécution, la disposition légale en question ne peut avoir l'effet prévu par le législateur et si, en outre, cette omission porte atteinte à des droits ou à des intérêts indépendants des intérêts de l'administration de l'Etat. (A. Mast, *Overzicht van het Belgisch grondwettelijk recht*, Story-Scientia, Gand, 1987, n° 263.)

En ce qui concerne la publication des rapports et conclusions (articles 13 et 37 du projet), on peut lire dans le rapport : « Cependant, pour lui (le Ministre), les modalités de communica-

2. Het Parlement en het huishoudelijk reglement

Overeenkomstig artikel 60 van het ontwerp keuren Kamer en Senaat de huishoudelijke reglementen goed. Deze worden vastgesteld door de Vaste Comités.

Deze procedure is gelijkaardig aan deze voor de bekrachtiging van verdragen : een goedkeuringswet wordt gestemd en dan is het verdrag opgenomen in het interne recht, ofwel niet gestemd en daarmee wordt het verdrag dan « afgekeurd ».

Op een vraag van een lid wat er zou gebeuren indien de Kamer of de Senaat een gedeelte van het door het Vast Comité voorgestelde huishoudelijk reglement verwerpt, antwoordt de Minister het volgende : « In dergelijk geval wordt het reglement geacht geheel te zijn verworpen, tenzij de Kamer en de Senaat daar anders over beslissen. » (blz. 66).

Dus ze zijn in hun geheel te nemen of te laten.

3. Wet versus huishoudelijk reglement

Kwesties die extern zijn aan de interne werking van de Vaste Comités zijn normatief-wettelijke bepalingen.

Zij kunnen niet worden opgenomen in een huishoudelijk reglement, maar dienen het voorwerp uit te maken van een wet.

In het verslag lezen we : « Indien bepaalde punten moeten verduidelijkt worden, dan kan dit via het huishoudelijk reglement gebeuren. De Minister is van oordeel dat de voorgestelde handwijze betere waarborgen biedt dan het opnemen van sommige regels in de tekst van de wet zelf. » (blz. 66).

Dit is niet alleen onjuist, het is tevens ongrondwettelijk, aangezien het de prerogatieven schendt die aan het Parlement toekomen. De wetgevende macht wordt luidens artikel 26 van de Grondwet nog altijd gezamenlijk uitgeoefend door de Koning, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

En aangezien artikel 25 van de Grondwet het kader opgeeft waarbinnen onze staatsrechtelijke organisatie zich ontwikkelt, kan de wetgever geen nieuwe organen met verordenende bevoegdheid in het leven roepen. Dit zou evenwel *de iure* gebeuren in dit ontwerp met de Vaste Comités.

4. Het probleem van de grondwettelijkheid

Artikel 67 van de Grondwet bepaalt dat de Koning de verordeningen maakt en de besluiten neemt die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, zonder ooit de wetten zelf te mogen schorsen of vrijstelling van hun uitvoering te mogen verlenen.

In het verslag lezen we echter : « De Minister heeft er gisteren de Commissie op gewezen dat een reglement van orde vastgesteld door het Comité en goedgekeurd door de Kamers, uitvoering zal geven aan deze wet. » (verslag blz. 62).

Professor Mast zegt hierover het volgende : « Het verzuim van de Regering om bij wijze van algemene voorschriften de uitvoering van een wetsbepaling te regelen, zal meestal verschijnen als een beleidsfout, waarop een politieke sanctie kan staan, maar kan slechts dan als een onwettigheid, waarop juridische sancties staan, worden bestreden, indien de wetsbepaling zonder die aanvullende algemene voorschriften niet de uitwerking kan hebben die aan de bedoeling van de wetgever beantwoordt, en indien bovendien rechten of belangen, die onafhankelijk staan tegenover de belangen van het rijksbestuur, door het verzuim worden geschaad. » (A. Mast, *Overzicht van het Belgisch grondwettelijk recht*, Story-Scientia, Gent, 1987, nr. 263.)

Met betrekking tot de openbaarmaking van de verslagen en besluiten (artikelen 13 en 37 van het ontwerp) lezen we in het verslag : « Voor hem (de Minister) moeten de regels volgens welke

tion doivent être fixées dans le règlement d'ordre intérieur, obligatoirement approuvé par la Chambre des Représentants et par le Sénat, conformément à l'article 60. Selon le Ministre, le choix fait par le Parlement en la matière aura évidemment une portée politique. »

Les droits constitutionnels des Chambres législatives ne peuvent pas être modifiés par le projet.

Celui-ci passe pourtant également outre au principe inscrit à l'article 46 de la Constitution.

Cet article autorise chaque Chambre à déterminer, par son règlement, le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

Certains articles du projet ne tiennent pourtant pas compte de ce principe; parmi ceux-ci :

1. Les articles 8 et 32 autorisent la Chambre des Représentants et le Sénat à saisir le Comité permanent. L'objet et les modalités de cette saisine ne peuvent être fixés dans le règlement d'ordre intérieur du Comité permanent.

2. Les articles 11, 3°, et 35, 3°, confèrent au Comité permanent le droit de vérifier si une suite a été réservée à ses conclusions.

C'est toutefois méconnaître le principe inscrit à l'article 46 de la Constitution que de prévoir que, dans l'hypothèse où les travaux du Comité permanent arriveraient à la conclusion qu'une initiative législative s'impose, ce dernier pourrait rappeler le Parlement à l'ordre.

3. Les articles 12 et 36 règlent la communication des dossiers d'enquête « selon les modalités et aux conditions qu'ils déterminent ».

En dépit de la référence implicite de l'article 46 de la Constitution, ces articles violent également le principe en question. Le Ministre voit deux possibilités de communication des dossiers d'enquête.

« Soit la Chambre des Représentants et le Sénat règlent chacun de son côté cette question dans un texte séparé, soit ces assemblées le font conjointement dans le cadre du règlement d'ordre intérieur du Comité permanent. »

Et le rapport de poursuivre : « ... à ce que la Chambre et le Sénat optent pour des modalités et conditions différentes. Le Ministre rejoint cette analyse. La Constitution ne permet pas d'exclure cette possibilité. »

A l'occasion de l'examen de l'article 36, la distinction suivante est établie : le pronom personnel « ils » (dans « selon les modalités et aux conditions qu'ils déterminent ») vise :

— la Chambre et le Sénat, lorsqu'il s'agit de la détermination des règles générales de communication;

— la Chambre, le Sénat et le Comité, de commun accord, lorsqu'il s'agit d'arrêter des modalités particulières en fonction de la nature du dossier dont le Parlement souhaite obtenir la communication.

Le Ministre de la Justice précise les intentions du législateur dans une déclaration qui est jointe au rapport.

Il y énumère une série de restrictions qui ne peuvent être définies que par des dispositions légales :

« Dans le cadre de cet article, le Parlement peut et ne peut intervenir à l'égard du Comité permanent que pour la finalité suivante : préparer ses conclusions d'ordre général, c'est-à-dire le vote des lois, le vote du budget ou la confiance au Gouvernement. Le Parle-

de verslagen en besluiten worden openbaar gemaakt, evenwel worden opgenomen in het huishoudelijk reglement dat door de Kamer en door de Senaat moet worden goedgekeurd overeenkomstig artikel 60. Volgens de Minister zal de keuze die door het Parlement ter zake gemaakt wordt, uiteraard een politieke draagwijdte hebben. »

De grondwettelijke rechten van de Wetgevende Kamers kunnen niet gewijzigd worden door dit ontwerp.

Nochtans wordt ook het grondwettelijk beginsel van artikel 46 opzij gezet.

Artikel 46 van de Grondwet verleent de Kamers de bevoegdheid om de wijze te bepalen, via het reglement, waarop zij hun bevoegdheden uitoefenen.

Hieronder volgt een greep uit de artikelen die hiermee geen rekening houden :

1. Luidens de artikelen 8 en 32 kan het Vast Comité gevat worden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat. Het voorwerp, de wijze waarop e.d. kunnen niet bepaald worden in een huishoudelijk reglement van het Vast Comité.

2. Luidens de artikelen 11, 3°, en 35, 3° wordt aan het Vast Comité het recht toegekend om na te gaan of gevolg werd gegeven aan zijn besluiten.

Het is echter een miskenning van het beginsel van artikel 46 van de Grondwet dat het Vast Comité kan besluiten dat op grond van zijn werkzaamheden een wetgevend initiatief noodzakelijk is, en dat het alsdan het Parlement tot de orde kan roepen.

3. De artikelen 12 en 36 regelen de verzending van de onderzoeksdossiers, « volgens de regels en onder de voorwaarden die zij bepalen ».

Ondanks impliciete verwijzing naar artikel 46 van de Grondwet, wordt ook hier het beginsel geschonden. De Minister ziet twee mogelijkheden volgens welke de onderzoeksdossiers zullen worden overgezonden.

« Ofwel regelen de Kamer en de Senaat elk voor zich dit probleem in een afzonderlijke tekst, ofwel doen die assemblées dat gemeenschappelijk in het raam van het huishoudelijk reglement van het Vast Comité. »

En verder : « Niets verhindert de Kamer en de Senaat om voor verschillende regels en voorwaarden te opteren. De Minister is het met deze analyse eens. De Grondwet sluit deze mogelijkheid niet uit. »

Bij artikel 36 wordt nog een onderscheid ingebouwd als volgt : het woord « zij » (de regels die zij bepalen) doelt op :

— de Kamer of de Senaat wanneer het gaat om het vastleggen van algemene regels voor de mededeling;

— de Kamer, de Senaat en het Comité in onderling overleg wanneer bijzondere regels moeten worden vastgelegd die rekening houden met de aard van het dossier waarvan het Parlement de mededeling vraagt.

De bedoeling van de wetgever wordt evenwel nog verder geëxpliciteerd door de Minister van Justitie in het verslag bij wege van verklaring.

Hierbij komen o.m. beperkingen tot uiting die alleen wettelijke bepalingen vermogen tot stand te brengen :

« In het kader van dat artikel (36) kan het Parlement ten aanzien van het Vast Comité alleen ingrijpen met het volgende doel : de besluiten van algemene aard voorbereiden, d.w.z. het goedkeuren van wetten, het goedkeuren van de begroting of het vertrou-

ment ne peut se substituer au comité de contrôle. Le dossier d'enquête ne peut être utilisé que pour préparer les conclusions d'ordre général.

L'article 36 fait obstacle à ce que le droit de regard puisse être utilisé dans le cadre d'une interpellation d'un Ministre ou lors d'un débat politique dans une affaire précise. Le faire serait contraire à cette loi. »

Les articles 20 et 44 traitent de la nomination des membres du Service d'enquêtes. A cet égard, on peut lire dans le rapport: « Le Ministre répond que ces conditions de diplôme seront inscrites dans le règlement d'ordre intérieur qui devra être approuvé par la Chambre des Représentants et le Sénat ».

Cela signifie que le règlement d'ordre intérieur réglera non seulement le fonctionnement du Comité permanent, mais également un certain nombre de problèmes touchant au fonctionnement du Service d'enquêtes, ce que le Ministre confirme d'ailleurs.

5. Conclusion

A ce stade des débats, le problème de l'illégalité ne peut être résolu que d'une seule manière, à savoir par l'inscription dans la loi de toutes les dispositions qui de par leur caractère normatif n'ont pas leur place dans le règlement d'ordre intérieur du Comité permanent.

Les articles susmentionnés sont autant de dispositions légales qui, en l'absence de prescriptions générales complémentaires, ne peuvent avoir l'effet prévu par le législateur. L'énumération des articles n'est, toutefois, pas limitative.

Il convient, dès lors, d'établir une distinction entre les questions intérieures des Comités permanents, qui peuvent être réglées par le biais d'un règlement d'ordre intérieur, et tous les aspects étrangers à ces questions intérieures et qui sont également réglées, selon le projet, dans le règlement d'ordre intérieur, au mépris des prérogatives du Parlement. Un nouveau projet de loi pourra être déposé au Parlement, à cet égard.

*
* *

4. — AMENDEMENTS PROPOSES PAR M. DESMEDT

Art. 4

Ajouter *in fine* du quatrième alinéa de cet article la disposition suivante:

« Ils ne peuvent avoir été affectés antérieurement à un service de police ou de renseignements. »

wen in de Regering. Het Parlement kan niet in de plaats treden van de organen van toezicht. Het onderzoeksdossier kan alleen worden gebruikt om de conclusies van algemene aard voor te bereiden.

Het artikel maakt het niet mogelijk dat het recht van inzage kan worden gebruikt voor de interpellatie van een Minister of bij een politiek debat in een welomschreven zaak. Zou men dat wel doen, dan zou dat strijdig zijn met deze wet. »

De artikelen 20 en 44 handelen over de benoeming van de leden van de Dienst Enquêtes. In het verslag lezen we volgende precisering: « De Minister antwoordt dat de Kamer en de Senaat de diplomaverenisten moeten vastleggen in het huishoudelijk reglement. »

Ook hiermee wordt duidelijk gesteld dat het huishoudelijk reglement niet alleen de werking van het Vast Comité regelt, maar daarnaast ook een aantal zaken die verband houden met de werking van de Dienst Enquêtes. De Minister bevestigt die zienswijze.

5. Besluit

Aan de onwettigheid kan maar één oplossing worden gegeven in dit stadium van de besprekingen, met name de vaststelling bij wet van alle bepalingen die door hun normatieve aard niet thuishoren in het huishoudelijk reglement van het Vast Comité.

De hierboven aangegeven artikelen zijn evenzovele « wetsbepalingen die zonder aanvullende algemene voorschriften niet de uitwerking kunnen hebben die aan de bedoeling van de wetgever beantwoorden ». Het betreft echter geen limitatieve opsomming van artikelen.

Daarom moet een onderscheid worden gemaakt tussen de interne aangelegenheden van de Vaste Comités, die kunnen geregeld worden in het huishoudelijk reglement, en anderzijds alle aspecten die daaraan extern zijn en die door het ontwerp, met miskenning van de prerogatieven van het Parlement, ook worden toebedeeld aan het huishoudelijk reglement. Hiertoe kan bij het Parlement een nieuw ontwerp van wet worden ingediend.

P. TANT.
G. CARDOEN.
J. VAN EETVELT.
H. SUYKERBUYK.
M. PANNEELS-VAN BAELEN.

*
* *

4. — AMENDEMENTEN VAN DE HEER DESMEDT

Art. 4

Het vierde lid van dit artikel aan te vullen als volgt:

« Zij mogen niet reeds vroeger lid zijn geweest van een politie- of inlichtingendienst. »

Justification

Le projet prévoit certaines restrictions dans le choix des membres du Comité permanent afin d'éviter notamment que les services contrôlés ne participent à leur propre contrôle.

Il convient d'étendre ces restrictions aux agents ayant antérieurement été affectés, durant leur carrière, à des services de police et de renseignements afin qu'ils ne soient pas amenés à participer au contrôle de leur ancien service, ce qui ne serait ni humainement ni déontologiquement heureux.

Art. 7

Au § 1^{er} de cet article, remplacer le 2^o par la disposition suivante :

« Le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, pour l'organisation et l'administration générale de la gendarmerie. »

Justification

La gendarmerie devant passer sous l'administration du Ministre de l'Intérieur à partir du 1^{er} janvier 1992, il convient d'adapter le texte proposé à cette nouvelle situation.

Art. 10

Au premier alinéa de cet article, supprimer la deuxième phrase.

Justification

La possibilité de ne pas donner suite à une plainte ou à une dénonciation qui serait manifestement mal fondée constitue une lourde responsabilité. L'appréciation même du caractère « manifestement non fondé » d'une plainte en dénonciation peut s'avérer délicate.

Cette responsabilité doit donc rester de la seule compétence du Comité permanent et ne pas faire l'objet d'une délégation.

Art. 27

Au deuxième alinéa de cet article, remplacer les mots « et du chef de corps concerné ou de son remplaçant » par les mots « et d'un membre du service de police concerné ».

Justification

Prévoir la présence obligatoire du chef de corps ou de son remplaçant pour pouvoir pénétrer dans les locaux d'un service de police afin d'y faire des constatations semble fort restrictif et est de nature à compromettre l'efficacité de l'opération.

La présence d'un membre du service concerné se trouvant sur place pour des raisons de travail paraît suffisante.

Verantwoording

Het ontwerp voorziet in een aantal beperkingen bij de keuze van de leden van het Vast Comité teneinde te voorkomen dat de diensten waarop toezicht wordt uitgeoefend, niet zelf bij dat toezicht betrokken worden.

Die beperkingen moeten worden uitgebreid tot degenen die op een eerder tijdstip in hun loopbaan lid zijn geweest van een politie- of inlichtingendienst om te verhinderen dat zij verplicht zouden zijn hun oude dienst te controleren, wat noch op menselijk noch op deontologisch vlak aan te bevelen is.

Art. 7

In § 1 van dit artikel, het 2^o te vervangen als volgt :

« De Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort, voor de organisatie en het algemeen beheer van de rijkswacht. »

Verantwoording

Daar de rijkswacht onder het gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken zal staan met ingang van 1 januari 1992, moet de voorgestelde tekst aan die nieuwe situatie worden aangepast.

Art. 10

In het eerste lid van dit artikel, de tweede volzin te doen vervallen.

Verantwoording

De mogelijkheid om geen gevolg te geven aan een klacht of een aangifte die kennelijk ongegrond zou zijn, impliceert het nemen van een zware verantwoordelijkheid. Alleen al de beoordeling van het « kennelijk ongegrond » karakter van een klacht of een aangifte kan zeer delicaat zijn.

Dat moet de uitsluitende verantwoordelijkheid zijn van het Vast Comité en die verantwoordelijkheid mag niet gedelegeerd worden.

Art. 27

In het tweede lid van dit artikel, de woorden « en van de betrokken korpschef of zijn plaatsvervanger » te vervangen door de woorden « en van een lid van de betrokken politiedienst ».

Verantwoording

Bepalen dat de aanwezigheid van de korpschef of van zijn vervanger noodzakelijk is om de lokalen van een politiedienst binnen te gaan ten einde er vaststellingen te doen, is zeer beperkend en kan de doeltreffendheid van de operatie in het gedrang brengen.

De aanwezigheid van een lid van de betrokken dienst dat zich ter plaatse bevindt voor het werk, lijkt voldoende.

Art. 28

Ajouter *in fine* du quatrième alinéa de cet article la disposition suivante :

« Ils ne peuvent avoir été affectés antérieurement à un service de police ou de renseignements. »

Justification

Identique à celle de l'amendement à l'article 4.

Art. 34

Au premier alinéa de cet article, supprimer la deuxième phrase.

Justification

Identique à celle de l'amendement à l'article 10.

Art. 51

Au deuxième alinéa de cet article, remplacer les mots « et du chef de corps concerné ou de son remplaçant » par les mots « et d'un membre du service de police concerné ».

Justification

Identique à celle de l'article 27.

C. DESMEDT.

Art. 28

Het vierde lid van dit artikel aan te vullen als volgt :

« Zij mogen niet reeds vroeger lid zijn geweest van een politie- of inlichtingendienst. »

Verantwoording

Zelfde verantwoording als voor het amendement op artikel 4.

Art. 34

In het eerste lid van dit artikel, de tweede volzin te doen vervallen.

Verantwoording

Zelfde verantwoording als voor het amendement op artikel 10.

Art. 51

In het tweede lid van dit artikel, de woorden « en van de betrokken korpschef of zijn plaatsvervanger » te vervangen door de woorden « en van een lid van de betrokken politiedienst ».

Verantwoording

Zelfde verantwoording als voor het amendement op artikel 27.